

JEUNE AFRIQUE

Toute l'actualité africaine en continu

MALI

Mali : quelle armée pour la reconquête du Nord ?

16/04/2012 à 17h:15 Par Baba Ahmed, à Bamako



L'armée malienne semble perdue, non seulement sous-équipée mais également démoralisée. © Issouf Sanogo/AFP

Contre les rebelles touaregs du MNLA et du groupe islamiste Ansar Eddine, qui occupent le Nord-Mali depuis la fin du mois de mars, l'armée malienne cherche à s'organiser pour lancer la contre-offensive. Un immense défi pour une institution qui refuse l'aide de la Cedeao et qui doit s'équiper et se remobiliser afin de monter au front dans des conditions acceptables pour les soldats. Enquête.

À Bamako, c'est un haut gradé d'un pays limitrophe qui parle : « L'armée du Mali est passée du rang de gendarme de la sous-région, dans les années 1980, à celui de figurant ces dernières cinq années. Dans les cérémonies militaires, ATT [l'ancien président Amadou Toumani Touré, NDLR] alignait ses généraux, comme pour dire qu'il avait une armée, mais en réalité il n'avait rien ».

En fait, la description de l'armée malienne tient en quelques lignes. L'état-major est constitué de 50 généraux et d'autant de colonels-major pour seulement 22 000 hommes, tous corps confondus, dont certains non pas reçu leur salaire depuis bientôt deux mois. Pour les forces aériennes, on compte quatre hélicoptères d'attaque Mi-24 de marque soviétique, dont deux en pannes, deux avions de chasse Marchetti de fabrication italienne, offerts par la Libye en 2010 à l'occasion de la fête du cinquantenaire du Mali. Mais ces deux derniers ont épuisé leur réserves de carburant spécial et ont besoin d'être révisés.

Le Mali possède également six petits avions de surveillance de type Tétrás, un vieux Basler américain pour le transport de troupe, acheté par le Mali en 2003. Et en ce qui concerne les véhicules au sol, l'armée de terre a acheté en 2010 quarante automitrailleuses blindées BRDM et quarante autres blindés de transport de troupes de type BTR. Mais plusieurs de ces engins se trouvent entre les mains des rebelles du MNLA et des islamistes d'Ansar Eddine, depuis la conquête des villes du Nord.



Contrairement aux apparences, les rebelles touaregs (ici du **groupe islamiste Ansar Eddine**) sont beaucoup mieux équipés que l'armée malienne

© France 2/AFP/Archives

Puissance de feu

Au final, si l'armée utilise également plusieurs centaines de voitures tout terrain, elle paraît dans l'ensemble complètement sous-équipée. « Aujourd'hui, l'armée malienne a besoin d'une logistique adaptée au terrain. C'est-à-dire qui soit efficace, légère et facile à déplacer », dit un autre haut gradé d'une armée voisine du Mali, qui habite Bamako depuis plusieurs années. « Il faut plus de mitrailleuses lourdes de type 14,5 mm et 12,7 mm, des mortiers, des canons pour atteindre une distance lointaine : lors des derniers accrochages avec les rebelles, les tirs de ces derniers atteignaient l'armée malienne mais pas l'inverse », poursuit notre officier.

Il manque aussi des pilotes pour les hélicoptères disponibles, depuis que les mercenaires ukrainiens employés par le régime d'ATT ont levé le camp. Mais aussi des avions de reconnaissance. Il faut enfin recenser le nombre de militaires aptes au combat et prêts à aller au front - ce qui n'est pas évident... -, puis les constituer en unités opérationnelles et définir les missions de chacune d'entre elles.

Aujourd'hui, le régiment le mieux entraîné est celui des commandos parachutistes, formé de plus de 600 hommes. Parmi eux, quelques unités d'élite ont eu des formations militaires de la part de la Corée du nord, des États-Unis, ou du Canada. Mais un grand nombre de ces hommes sont basé à Bamako et ne connaissent pas grand chose du terrain et des conditions de survie dans le grand Nord désertique.

Une intervention de la Cedeao ?

Dans le cadre des négociations post-putsch, la Cedeao a envisagé d'envoyer entre 2 000 et 3 000 militaires pour aider le Mali à libérer ses villes occupées. Mais depuis peu, des voix se lèvent contre toute velléité d'intervention étrangère. « C'est le rôle de notre armée... Pas celui d'armées étrangères, ni d'une force d'interposition qui viendrait fixer les lignes d'une partition dont nous ne voulons pas », a dit Ibrahim Boubacar Keita, leader du parti Rassemblement pour le Mali (RPM), lors d'un meeting des ressortissants des régions du Nord-Mali, le 11 avril à Bamako.

Le 9 avril, c'était au tour du capitaine Sanogo, le chef de la junte militaire qui a renversé ATT le 22 mars, de déclarer à la télévision nationale qu'il était opposé à une présence des troupes étrangères sur le sol malien. Mais pour une source militaire à Bamako, qui suit le dossier de près, l'option définitive pourrait être mixte. « Les soldats maliens libèreraient les villes occupées, puis les troupes de la Cedeao les sécuriseraient ». L'honneur serait sauf...

Par **Baba Ahmed**, à Bamako

